

TURQUIE

Tirée par des gains de productivité, la croissance reste forte. Les créations d'emplois repartent à la hausse, mais elles demeurent trop modestes pour entraîner une augmentation du taux d'emploi.

Priorités d'action

Réduire les charges administratives imposées aux nouvelles entreprises

Enjeux et recommandations : Il était jugé nécessaire de remédier au « piège de l'informalité », qui constituait un obstacle de taille à la croissance du secteur des petites entreprises.

Mesures prises : Les obligations réglementaires ont été encore simplifiées afin de faciliter l'entrée sur le marché et l'immatriculation des petites entreprises, mais aucune initiative visant à remédier au « piège de l'informalité » n'a été annoncée.

Réduire le coin fiscal sur les revenus du travail

Enjeux et recommandations : Dans le cadre d'une « stratégie pour l'immatriculation des entreprises », il était recommandé de réduire, pendant une période transitoire, les taux d'imposition marginal et de cotisations sociales appliqués aux entreprises rejoignant le secteur formel.

Mesures prises : Le dispositif d'incitation précédemment adopté en vue d'encourager les investissements dans les provinces à faibles revenus – une réduction de 50 % des cotisations de sécurité sociale – a eu des effets positifs en termes de réaction de l'emploi, même si celle-ci s'explique en partie par des transferts d'emplois à partir d'autres provinces.

Réduire la propriété publique

Enjeux et recommandations : Pour faciliter la privatisation des grandes entreprises publiques dominant les branches de l'énergie, des télécommunications et des transports, ainsi que le secteur bancaire, il était recommandé de lever les obstacles aux prises de participations étrangères.

Mesures prises : Les autorités ont relevé et/ou supprimé les plafonds imposés en matière de participations étrangères, et ouvert aux investisseurs étrangers les procédures d'appel d'offres organisées dans le cadre de nouvelles privatisations. L'État a vendu 55 % de l'opérateur historique de télécommunications à des investisseurs étrangers, et 51 % de l'entreprise nationale de raffinage pétrolier à un consortium international.

Appliquer le système de budgétisation axée sur les résultats dans les services publics essentiels

Enjeux et recommandations : Afin d'améliorer la qualité des dépenses publiques dans les domaines de la justice, de l'enseignement et de la santé, il était recommandé au gouvernement de fonder l'affectation des crédits budgétaires sur des critères de résultats.

Mesures prises : La nouvelle loi sur la gestion et le contrôle des finances publiques impose le recours à une procédure de budgétisation axée sur les résultats à compter du budget 2006, mais les progrès concrets accomplis en ce sens sont lents.

Améliorer l'accès à l'enseignement

Enjeux et recommandations : Afin d'améliorer les perspectives offertes aux femmes en matière d'enseignement et, plus généralement, de renforcer l'adéquation entre les formations dispensées et les besoins du marché du travail, il était recommandé d'appliquer pleinement les règles de scolarisation minimale, et de revoir les programmes scolaires.

Mesures prises : Une campagne nationale a été lancée en vue de renforcer la scolarisation des filles. Le ministère de l'Éducation a également entrepris une révision approfondie des programmes de l'enseignement primaire et secondaire.